EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU BUREAU DE LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Séance du 24 octobre 2019

Madame Martine VASSAL, Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 28 membres.

Étaient présents Mesdames et Messieurs :

Béatrice ALIPHAT - Martial ALVAREZ - Sylvia BARTHELEMY - François BERNARDINI - Roland BLUM - Patrick BORÉ - Gérard BRAMOULLÉ - Christian BURLE - Georges CRISTIANI - Arlette FRUCTUS - Daniel GAGNON - Alexandre GALLESE - Danièle GARCIA - Gérard GAZAY - Roland GIBERTI - Nicolas ISNARD - Didier KHELFA - Eric LE DISSÈS - Richard MALLIÉ - Xavier MERY - Danielle MILON - Jean MONTAGNAC - Pascal MONTECOT - Roland MOUREN - Henri PONS - Georges ROSSO - Michel ROUX - Martine VASSAL.

Étaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Christophe AMALRIC représenté par Roland GIBERTI - Martine CESARI représentée par Danièle GARCIA.

Étaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Gaby CHARROUX - Frédéric COLLART - Maryse JOISSAINS MASINI.

Madame la Présidente a proposé au Bureau de la Métropole d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

FAG 029-6864/19/BM

■ Transfert de personnels à la Métropole Aix-Marseille-Provence, dans le cadre de la reprise de l'activité du Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine en application de l'article 14 ter de la loi du 13 juillet 1983, introduit par la loi du 3 août 2009

MET 19/12712/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 13 décembre 2018, l'assemblée métropolitaine a arrêté une « Stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé »

« Afin de coordonner de manière la plus efficace possible l'intervention intégrée en matière d'habitat et de logement, la Métropole doit se doter d'une équipe pluridisciplinaire, fédérant les services œuvrant en matière de politique et de polices de l'habitat (qualité, confort, hygiène, sécurité, diversité, accessibilité). Dotées d'effectifs suffisants en nombre et en qualification pour assurer une présence sur le terrain, cette équipe doit travailler en mode projet pour être l'interlocutrice unique des partenaires du renouvellement urbain au sens large ».

A cet effet, le conseil métropolitain a approuvé le 20 juin 2019, l'intégration au 1er janvier 2020, des activités de conduite des opérations de renouvellement urbain actuellement mises en œuvre par le GIP MRU, au sein d'une organisation métropolitaine.

Dans ce cadre, la Métropole doit organiser le transfert des personnels non titulaires affectés à ces activités. En application de l'article 14 ter de la loi du 13 juillet 1983, introduit par la loi du 3 août, lorsque l'activité d'une personne morale de droit public employant des agents non titulaires de droit public est reprise par une autre personne publique dans le cadre d'un service public administratif, cette personne publique propose à ces agents un contrat de droit public, à durée déterminée ou indéterminée selon la nature du contrat dont ils sont titulaires.

Signé le 24 Octobre 2019
Reçu au Contrôle de légalité le 05 novembre 2019

Sauf disposition législative ou réglementaire ou conditions générales de rémunération et d'emploi des agents non titulaires de la personne publique contrairement, le contrat qu'elle propose reprend les clauses substantielles du contrat dont les agents sont titulaires, en particulier celles qui concernent la rémunération. Par ailleurs, les services accomplis au sein de la personne publique d'origine sont assimilés à des services accomplis au sein de la personne publique d'accueil.

En cas de refus des agents d'accepter le contrat proposé, leur contrat prend fin de plein droit. La personne publique qui reprend l'activité applique les dispositions relatives aux agents licenciés.

Dans ce cadre, il est proposé de procéder au transfert des personnels non titulaires affectés en totalité à l'exercice des activités de conduite des opérations de renouvellement urbain.

EFFECTIF TRANSFERE : 20 agents

Intitulé de poste	Catégorie	Type de contrat	Nombre d'agent
Directeur de mission	A	CDI	1
Responsable de pôle	A	CDI	1
Chef de projet	A	CDI	1
Chargé de mission administratif et financier	A	CDI	1
Secrétaire technique	C	CDI	1
Chef de projet	A	CDD	6
Chargé de mission développement local	A	CDD	2
Chargé de mission relations publiques	A	CDD	1
Chargé de mission communication	A	CDD	1
Assistante de direction	B	CDD	1
Chargé de mission administratif et financier	A	CDD	2
Agent de gestion administrative - coursier	C	CDD	1
Agent de gestion comptable	C	CDD	1

RATTACHEMENT HIERARCHIQUE ET FONCTIONNEL DES AGENTS TRANSFERES

Les agents transférés seront rattachés à la Direction Générale Adjointe Développement Urbain et Stratégie Territoriale, au sein de la Mission Renouvellement Urbain et de la Direction Ressources.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'article 14 ter de la loi du 13 juillet 1983, introduit par la loi du 3 août 2009 ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du comité technique.

Signé le 24 Octobre 2019
Reçu au Contrôle de légalité le 05 novembre 2019

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le transfert des personnels liés à la reprise d'activité du Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine tels que prévus par la législation au 1^{er} janvier 2020.

Article 2 :

La nomenclature des emplois de la Métropole sera modifiée en conséquence pour tenir compte des transferts de personnel et des postes précités.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tous les actes liés aux transferts de ces personnels et actes suivants y afférant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Certifié Conforme,
La Présidente de la Métropole
Aix-Marseille-Provence

Martine VASSAL